



# Communiqué de presse

## Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, L'AMBASSADEUR MARK LYALL GRANT, DU**  
**ROYAUME-UNI,**  
**PRÉSENTE LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LE MOIS D'AOÛT**

Les travaux du Conseil de sécurité au mois d'août seront marqués, jeudi prochain, 7 août, par un débat de haut niveau sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui sera présidé par le Ministre britannique pour l'Afrique, Mark Simmonds, a indiqué, cet après-midi au cours d'une conférence de presse au Siège de l'ONU, l'Ambassadeur Mark Lyall Grant, du Royaume-Uni, dont le pays assure la présidence mensuelle du Conseil.

Au cours de ce mois, il tiendra également une séance d'information, le 19 août, consacrée à la protection des civils et, le 21 août, un débat public sur la prévention des conflits.

M. Lyall Grant a indiqué qu'une délégation du Conseil de sécurité se rendra très prochainement en Europe et en Afrique, tout en précisant que pour des raisons de sécurité, il ne pouvait en divulguer les détails. Le Conseil de sécurité entendra un exposé sur les conclusions de ces deux visites dans l'après-midi du 19 août.

La présidence britannique du Conseil de sécurité a l'intention de convoquer, le 28 août, une séance publique pour faire le bilan du travail accompli par le Conseil pendant ce mois.

Concernant le débat sur la prévention des conflits, auquel participeront le Secrétaire général, Ban Ki-moon, et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay, dont ce sera la dernière intervention devant les 15 membres du Conseil, M. Lyall Grant a tenu à préciser que sa délégation œuvrait inlassablement depuis plusieurs années pour axer le travail du Conseil de sécurité davantage sur la prévention plutôt que sur la gestion de conflits. Le Royaume-Uni espère que cette réunion débouchera sur l'adoption d'une résolution en la matière.

« Alors que l'on célèbre ce mois le centième anniversaire du début de la Première Guerre mondiale, le Conseil de sécurité estime qu'il serait important d'organiser un débat sur la prévention des conflits pendant cette période », a-t-il fait remarquer.

De même, la réunion sur la protection des civils accordera une attention particulière à la question de la protection des travailleurs humanitaires, a indiqué M. Lyall Grant, qui a formulé l'espoir que le Conseil de sécurité pourra, à cette occasion, adopter une résolution.

En outre, le Conseil de sécurité se réunira, à plusieurs reprises, pour discuter de la situation au Moyen-Orient. Il tiendra des consultations sur la Syrie le 5 août et une séance publique le 28 août. Le 25 août, les membres du Conseil examineront la situation au Yémen dans le cadre de consultations officieuses. La séance d'information mensuelle sur le Moyen-Orient aura lieu le 18 août.

Les activités de plusieurs missions de maintien de la paix seront également passées en revue au cours de ce mois. Ainsi, le Conseil de sécurité tiendra, le matin du 6 août, une réunion publique, suivie de consultations, sur la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Dans l'après-midi du 7 août, il tiendra une séance sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), le 19 août après-midi sur la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République

centrafricaine (MINUSCA), puis, le matin du 27 août sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

Le Président du Conseil de sécurité a ajouté que l'après-midi du 6 août sera consacré à l'examen des activités du Bureau des Nations Unies au Burundi. Un débat public aura lieu, le 25 août, sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). La situation en Guinée-Bissau sera examinée le 26 août, au cours de consultations prévues le matin.

Le Conseil a également programmé des consultations le matin du 20 août sur la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), puis sur la situation au Soudan et au Soudan du Sud. Dans l'après-midi, il tiendra des consultations sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), ainsi que sur les sanctions en République démocratique du Congo. Les sanctions imposées au Soudan seront examinées dans le cadre de consultations prévues l'après-midi du 27 août.

Le jour précédent, il se prononcera sur le renouvellement des mandats de la FINUL et de la MINUAD.

Dans l'après-midi du 5 août, les membres du Conseil se réuniront avec les pays contributeurs de troupes à la MINUAD et, le 14 août après-midi, à la FINUL.

Des consultations sur le Comité 1718 concernant les sanctions contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) auront lieu demain dans l'après-midi.

Répondant à la question d'un journaliste sur l'éventuelle adoption, par le Conseil de sécurité, d'une résolution concernant le conflit à Gaza, M. Lyall Grant a fait savoir que le Groupe des États arabes devait débattre de cette question aujourd'hui même et qu'à l'issue de leur réunion, les membres de ce Groupe indiqueront s'ils demandent une convocation du Conseil de sécurité ou, au contraire, celle de l'Assemblée générale sur cette question. Il a souligné que les membres du Conseil ne prévoient pas d'adopter une résolution visant à saisir la Cour pénale internationale (CPI) des violations de droit international humanitaire commises à Gaza. Les principaux processus de négociations se déroulent en dehors de l'ONU, a-t-il fait observer, en répondant à une autre question sur les véritables efforts entrepris par l'Organisation.

Au sujet de l'Iraq, le Président du Conseil de sécurité a indiqué que les États-Unis préparent actuellement une déclaration à la presse portant sur la persécution des minorités religieuses et ethniques en Iraq. Le Royaume-Uni envisage par ailleurs l'élaboration d'un projet de résolution sur les activités de l'État islamique en Iraq, en Syrie et au-delà, a-t-il ajouté.

De nombreuses discussions ont eu lieu en coulisse entre les États Membres et le Secrétariat depuis les « allégations de relations ambiguës » entre la MINUAD et les autorités à Khartoum et c'est pourquoi, la présidence britannique du Conseil accordera une attention particulière au contenu du projet de résolution sur la prorogation du mandat de la Mission.

Des discussions informelles ont également eu lieu sur la possibilité d'imposer des sanctions contre certaines des parties au conflit au Soudan du Sud, a-t-il dit par ailleurs.

\* \*\*\* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel